

# transform!

Réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique

## newsletter 05 2013

Depuis décembre 2009, la newsletter de [transform! europe](#) est publiée une fois par mois. Elle contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

## Sommaire

Sommet alternatif des mouvements européens  
[Pour une Europe de solidarité et de justice sociale](#)

Champs de fraises en Grèce : exploitation et racisme

Par Aliko Kosyfologou

Mobilisation internationale, le 1<sup>er</sup> juin  
« Les peuples unis contre l'austérité »

Pétition

[Stop à la « Troïka pour tous – Non au pacte de compétitivité !](#)

Conférence de Lilja Mósesdóttir à l'Institut Nicos Poulantzas, le 17 avril

L'autre voie de l'Islande : l'analyse d'un cas de 'No Bail-Out'

Par Giannis Gaitanis , Sotiris Koskoletos

**Elections en Bulgarie : fraude et achat de votes**

Par Margarita Mileva

Compte-rendu de conférence

**Premier Forum social et environnemental  
d'Europe centrale et orientale**

Par Felix Jaitner

Compte-rendu de séminaire

**Réseau pour l'émancipation du travail**

Initiative du réseau transnational des experts du  
droit syndical

**Construire des ponts entre Academia et le  
mouvement syndical**

Programme 7 – 8 juin 2013

**Alter Sommet**

Séminaire européen 29 - 30 mai 2013

**Gauche et migrations**

Europe: les peuples d'abord !

**Parution du nouveau numéro de la revue  
transform! en anglais et français**

## Sommet alternatif des mouvements européens

# Pour une Europe de solidarité et de justice sociale

Le Groupe de travail grec pour la préparation de l'Alter Sommet a adressé l'appel suivant au public.

Un spectre hante l'Europe : l'organisation et la résistance du peuple contre la dictature du « marché libre », des multinationales, de la troïka et des gouvernements. Les dizaines de grèves générales et sectorielles dans toute l'Europe, les mouvements des places et *occupy*, les révoltes populaires et des travailleurs en Roumanie et en Bulgarie, les mouvements massifs en Europe du Sud pour les biens communs, le printemps arabe, les grandes luttes en Grèce, de l'industrie sidérurgique («Hellenic Halypourgia») et "BIOME" aux mobilisations du peuple de Halkidiki contre les mines d'or, montrent toutes ainsi que bien d'autres que le totalitarisme néolibéral est loin d'être une voie à sens unique.

A l'initiative des syndicats, des organisations sociales et des collectifs de mouvement de toute l'Europe, l'Alter Sommet d'Athènes se prépare pour les 7 et le 8 juin. Son objectif est d'analyser la crise systémique et l'attaque néolibérale et, surtout, de coordonner les luttes des travailleurs et des peuples d'Europe. L'endroit a été choisi parce que la Grèce, outre le fait de hors d'être le cobaye des plans anti-sociaux du FMI, de la BCE et de l'UE, est également le laboratoire de la résistance à l'austérité, au chômage et au pillage des biens communs. Des dizaines de syndicats, d'ONG, d'organisations sociales, écologiques, féministes et antiracistes de toute la Grèce participent au Comité d'organisation de l'Alter Sommet. Ils partagent tous la conviction que, bien que l'attaque néolibérale se déroule selon un rythme différent dans chaque pays, elle est coordonnée au niveau international et que la lutte commune des peuples européens, et en particulier de ceux qui souffrent principalement de la crise, peut apporter des résultats concrets.

### **En finir avec la politique antidémocratique et antisociale de l'Union européenne**

- Nous luttons contre la dictature des « marchés libres » et du capital financier, le terrorisme de la dette, le comportement irresponsable des banques, le démantèlement de l'État-providence, l'imposition de l'austérité la plus draconienne depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous nous battons pour le gel de la dette et l'arrêt de l'usure contre des pays entiers

qui détruit leur économie, la suppression des Memoranda et des paradis fiscaux, pour l'arrêt du financement des banques et la nationalisation et la mise sous contrôle social des banques qui sont pas en mesure de se financer elles-mêmes ou qui sont impliquées dans des activités socialement destructrices.

Nous nous battons pour augmenter les salaires, les allocations chômage et les pensions, pour réduire l'âge de la retraite, pour que cessent le scandale du travail précaire et les multiples discriminations contre les femmes, pour garantir les conventions collectives de travail et l'accès gratuit à la santé et l'éducation pour tous, afin de renforcer l'économie sociale fondée sur la solidarité et les investissements publics qui fourniront des emplois décents en faveur de l'intérêt social.

- Nous luttons contre la fausse démocratie, où les parlements ne font que valider les décisions des élites économiques et politiques, où les ordonnances de la Commission européenne et de la Troïka, qui n'ont aucune légitimité sociale, bafouent toute souveraineté populaire. La fausse démocratie en Europe, où les pratiques anarchiques des marchés et la répression de l'Etat se multiplient alors que les droits sociaux et démocratiques diminuent, où le racisme d'État, tout en renforçant la surexploitation et l'exclusion des immigrants, favorise aussi le terrorisme fasciste et où la répression d'Etat contre tous ceux qui luttent contre la barbarie néolibérale devient l'une des principales composantes des politiques au pouvoir. Nous luttons pour la sauvegarde des droits démocratiques et des libertés politiques, indépendamment de la position de classe, de genre, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre, de religion, de couleur de peau ou d'origine ethnique, pour l'égalité des droits des hommes et des femmes immigré-e-s et l'asile politique aux réfugiés, pour l'abolition de la législation « spéciale » contre les actions de désobéissance et de résistance au nouveau totalitarisme capitaliste, nous luttons pour une démocratie sociale, directe et participative.

- Nous nous battons pour que cessent le pillage des ressources naturelles et la destruction de l'environnement (ex. mines d'or), pour que soit mis fin à l'étranglement des pays du Sud par l'accaparement de leurs ressources et l'imposition de « brevets », pour que cessent les interventions impérialistes, et en particulier les guerres, sous la direction des Etats-Unis, qui provoquent la désertification de vastes étendues de terres et créent des millions de réfugiés. Nous nous battons pour arrêter la privatisation des biens communs et pour le retour au secteur public de toutes les entreprises et des services d'intérêt public, pour abolir les lois anti-environnementales, pour mettre fin au scandale du « marché des droits à polluer » qui lutte soi-disant contre le changement climatique, pour le retrait des troupes européennes présentes dans les différentes régions de la planète et à la suppression des centres de rétention des réfugiés et de la police des frontières européenne (Frontex).

### **Coordonner notre lutte avec les luttes des peuples d'Europe et du reste du monde.**

- Parce que, tout comme nous avons toutes les raisons d'intensifier notre lutte pour renverser le gouvernement des trois partis qui impose les memoranda et l'appauvrissement d'une grande partie de la société grecque, nous avons aussi toutes les raisons de mener une lutte commune avec les peuples qui se trouvent ou se trouveront face face aux politiques d'austérité et de pauvreté, avec ou sans memorandum (Grèce, Chypre, Portugal, Espagne, Italie ou, précédemment, la Turquie, la Lettonie, la Roumanie, la Bulgarie, etc), mais aussi avec les peuples dont les classes dirigeantes et les gouvernements imposent des memoranda (notamment l'Allemagne). Certes, chaque pays est soumis à différents types de pression et à des rythmes différents, de sorte qu'il est naïf de penser que des mobilisations de même force

puissent se développer partout en même temps, il est toutefois de la plus grande importance que les différents mouvements communiquent entre eux, qu'ils façonnent des exigences et des objectifs communs, qu'ils expriment leur solidarité à ceux qui sont soumis aux attaques les plus graves ou qui mènent les combats les plus durs.

- Enfin, l'adversaire a une politique commune (en utilisant la crise pour augmenter les profits du capital et la possibilité de gérer la société sans négociation sociale ou politique). La division de « ceux d'en bas » en vertu des stéréotypes nationalistes (ex. « Grecs paresseux », « allemands fascistes ») ou de stéréotypes corporatistes ou racistes (ex. employés du secteur public par rapport à ceux du secteur privé, les travailleurs locaux par rapport aux immigrés, etc) ne sert donc que les classes dirigeantes.

Par conséquent, nous demandons à tous les collègues et camarades de Grèce et des autres pays européens, de Lisbonne à l'Oural et de la Finlande à Chypre, de soutenir et de participer tous au Sommet alternatif des mouvements européens, pour discuter et manifester ensemble, construire des liens de solidarité de classe et internationaliste.

Pour voir les organisations qui participent ou observent, visitez le site.

Athènes, le 22 Avril 2013

Info: [www.altersummit.eu](http://www.altersummit.eu)

Contact: 0030-6946689314, 0030-6974569239

[altersummit.athens2013@yahoo.gr](mailto:altersummit.athens2013@yahoo.gr)

Pour le programme détaillé du Sommet Alter cliquez ici.

## Champs de fraises en Grèce : exploitation et racisme

Par Aliko Kosyfologou

Au moins 28 travailleurs venant du Bangladesh et travaillant dans les champs de fraises ont été transférés à l'hôpital le 17 mai après avoir été blessés par balles par les « contremaîtres » de leur employeur. L'incident s'est produit à 18h00 au kilomètre 41 de l'autoroute entre Patras et Pyrgos, dans le Péloponnèse.

Un important groupe de travailleurs immigrants - principalement originaires du Bangladesh - est allé trouver les contremaîtres de leur employeur grec pour réclamer leurs six mois de salaires impayés. Les trois « chefs d'équipe » ont pris des fusils et se sont mis à tirer sur eux à l'aveuglette. Pris de panique, les ouvriers se sont mis à courir, et ont reçu des balles dans le dos et d'autres parties du corps. Manolada a déjà été auparavant au coeur de la polémique. En 2008, deux journalistes du quotidien Eleftherotypia Dina Daskalopoulou qui ont enquêté sur le travail des ouvriers des champs de fraises de Makis Nodaros et sur leurs conditions de vie ont reçu des menaces et des appels menaçants avant et après la publication de leur récit.

Au cours des dernières années, il y a eu plusieurs attaques contre les travailleurs migrants des

champs de fraises mais on peut considérer celui-ci comme le pire. Les propriétaires de grands champs de production de fraises en Ilias Manolada jouissent d'une impunité et une tolérance choquantes de la part des autorités qui n'ont rien fait pour arrêter ce scandale malgré les 150 plaintes déposées contre eux. Dans la plupart des propriétés productrices de fraises, les travailleurs immigrés remplissent la plupart des critères pouvant les classer parmi les victimes de la traite.

Les centaines d'immigrants asiatiques travaillant dans la production de fraises du Péloponnèse, logés dans des conditions rudimentaires, sont même contraints de payer un loyer à leurs patrons. Bien que les autorités grecques aient promis dans la foulée des agressions qu'aucun de ces travailleurs - la plupart sans carte verte – ne serait expulsé, ces personnes restent l'objet de menace, tant que perdure le cercle de l'exploitation des travailleurs migrants en Grèce. Même s'ils reçoivent tous les documents légaux, ils vivront toujours sous la menace d'agressions racistes à l'incitation d'Aube Dorée et d'autres groupes racistes.

Coïncidence ironique, l'événement dans le Manolada a eu lieu un jour après la publication du rapport sur les droits de l'homme par le Commissaire du Conseil européen, Nils Muižniek. Entre autres le rapport indique qu'il avait été constaté ces derniers temps en Grèce une augmentation des crimes de haine raciste. Ces crimes « ciblent principalement les migrants et pose une grave menace à la primauté du droit et de la démocratie », affirme le rapport.

Les coups de feu dans les champs de fraises du Manolada Ilias rappellent également les conditions de travail des migrants en Grèce. Dans de nombreuses régions agricoles de toute la Grèce, la production dépend du travail très faiblement rémunéré et non déclaré des immigrants. Cette situation a favorisé l'existence de toute une gamme de filets d'exploitation et même de trafic. Apparemment, la base de légitimation de l'extrême exploitation de la main-d'œuvre migrante est le racisme. La crise sociale provoquée par les mesures d'austérité sévères et le conservatisme social des politiques autoritaires ont contribué à l'émergence d'un nouveau type de biopolitique : immigrants, travailleurs du sexe, transsexuels, toxicomanes et sans-abri sont de fait privés de leur humanité propre. Dans toute la Grèce, les camps qui regroupent des centaines d'immigrés, sont l'autre face de la médaille. Les autorités grecques fichent et arrêtent bon nombre d'entre eux - plus de 90.000 personnes – selon les critères de la couleur de peau.

Manolada, et autres zones particulières d'activités financières et de camps de regroupement actuels constituent un régime d'exception et un lieu en dehors de la loi. Les immigrants et autres « non-importants » sont maintenant utilisés par les autorités pour appliquer des politiques qui, jusque récemment, étaient jugées « inimaginables ». Juste après le premier choc de la brutalité, une nouvelle sorte d'accoutumance sociale s'est lentement installée. Ce qui était « inimaginable » devient une possibilité quotidienne et une nouvelle question se pose : « Que va-t-il arriver ? »

## Mobilisation internationale, le 1<sup>er</sup> juin

# « Les peuples unis contre

# l'austérité »

Fin avril, a été lancé un appel international au Portugal à se rassembler contre la Troïka le 1<sup>er</sup> juin. Les mobilisations se développent.

Au Portugal, il y a des appels à des manifestations dans 15 villes. Compte tenu de l'instabilité politique, le Président a convoqué une réunion du Conseil d'Etat le 20 mai. La plateforme *Que se Lixe a troika !* a appelé à une manifestation ce jour-là devant le Palais présidentiel. La confédération des syndicats CGTP a appelé à faire de même le samedi 25 mai, une semaine avant la manifestation internationale.

En Espagne, après la manifestation du 12 (2e anniversaire de 15M), le mouvement a sa prochaine étape, le 1er juin. De nouveaux rassemblements se tiendront dans plusieurs villes du pays.

Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche ont annoncé à la presse leur soutien à l'appel international et ils appellent à des actions décentralisées en France.

Le mouvement *Blockupy* allemand, qui a réuni plus de 20.000 personnes à Francfort il y a un an, a rejoint l'appel.

Liste des initiatives:

Aveiro: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/374627072658648>  
Braga: <https://www.facebook.com/ /> events/640425115974132>  
Coimbra: <https://www.facebook.com/ /> events/577118495653081>  
Den Haag: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/445054518919836>  
Dublin: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/339616806166266 />  
Faro: <https://www.facebook.com/ /> events/412738795492184>  
Francfort: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/491819860871669>  
Galice: <https://www.facebook.com/ /> events/169180479912272>  
Grèce: <https://www.facebook.com/ /> events/159972794172427>  
Guimarães: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/379976648788354>  
Lisboa: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/457869240969459>  
Londres: <https://www.facebook.com/ /> PeopleUnitedUK>  
Loulé: <https://www.facebook.com/ /> events/186170791535152>  
Marinha Grande: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/645399422152589>  
Paris: <https://www.facebook.com/ /> events/304900976308010>  
14H00 à la Représentation en France de la Commission Européenne  
<https://www.facebook.com/ /> events/436554916440268 />  
Portimão: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/197534700370116>  
Porto: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/154066411432778>  
Santarém: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/105681862971138>  
Setúbal: <https://www.facebook.com/ /> events/602770603066509>  
Espagne: <https://www.facebook.com/ /> events/602461973098662>  
Vila Real: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/587972051235979>  
Viseu: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/516829911685809>  
Vienne <https://www.facebook.com/events/576169689083246/>  
Wall Street: <wbr <https://www.facebook.com/ /> events/314432145348912 />  
<https://www.facebook.com/events/576169689083246/>

## Pétition

# Stop à la « Troïka pour tous – Non au pacte de compétitivité !

Une pétition pour la démocratie et la sécurité sociale en Europe comme alternative à de nouvelles coupes dans les dépenses sociales au travers du « pacte pour la concurrence » a été lancée par des militants et des scientifiques à Paris, Berlin et Vienne. Vous trouverez ici le texte et le lien pour le signer.

« Aucune fin n'est en vue pour la crise en Europe. Partout sur le continent, les gens font l'expérience d'une décennie perdue et la situation s'aggrave. Chaque mois, 200.000 emplois disparaissent, mettant les chiffres du chômage à des niveaux records. Vingt-six millions d'Européens sont maintenant sans emploi, dix millions de plus que lorsque la crise a commencé. Beaucoup de ceux qui ont conservé leur emploi ont vu leurs salaires réduits de façon spectaculaire, accéder aux biens vitaux de base devenant un combat. En Grèce, il n'y a pas suffisamment de soupes populaires pour nourrir ceux qui ont faim et en Espagne, les expulsions vident les immeubles trop coûteux pour être occupés. Les deux pays ont des taux de chômage des jeunes proches de 60% et l'impact de cette crise se fait sentir plus durement chez ceux qui n'en sont nullement responsables.

La crise a été provoquée par ceux qui ont soutenu les politiques néolibérales qui placent leur confiance dans les secteurs financiers non réglementés et engendrent une concurrence entre les Etats. Ces politiques se sont révélées désastreuses : la distribution continue de la richesse du bas vers le haut a conduit à une société inégale, où les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres et plus nombreux que jamais. La réponse des gouvernements à la crise a aggravé la situation pour ceux qui étaient déjà touchés. Les mesures d'austérité ont conduit à des réductions de dépenses dans les services publics tels que les soins de santé, les aides pour les faibles revenus, les transports publics, l'aide à la prise en charge des personnes âgées et des enfants. Ces services sont essentiels pour permettre l'autonomie économique des femmes qui, maintenant du fait de la réduction des systèmes sociaux, sont menacées d'une éventuelle régression permanente des progrès réalisés pour l'égalité des sexes.

Les mesures d'austérité ont été adoptées par l'Union européenne sous l'influence des gouvernements néolibéraux, des think-tanks, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne. Parallèlement à la réduction des dépenses publiques, l'augmentation des privatisations et le gel des salaires ont affaibli les droits des salariés et des syndicats. Les licenciements massifs et les fermetures d'entreprises ont créé un climat de peur, où la lutte pour un revenu sûr est devenue une lutte pour la survie. Cette bataille se joue parmi les salariés, les retraités et les personnes socialement défavorisées au niveau national et transnational. Plutôt que de développer les ressources financières en taxant les immenses bénéfices des sociétés et de ceux qui ont des salaires les plus élevés, les gouvernements



refusent les dépenses en faveur de ceux qui sont le plus dans le besoin, élargissant encore le fossé entre riches et pauvres.

Malgré ce fossé grandissant, l'austérité est renforcée avec des plans d'imposition de mesures pour tous les pays de l'UE. Les Etats membres se sont déjà engagés à une réduction drastique des dépenses publiques. Des traités contraignants ont permis à la Commission européenne d'émettre des sanctions contre les pays aux « déficits budgétaires structurels » qui n'ont pas ajusté leurs politiques économiques nationales pour répondre aux attentes de la Commission. Ces politiques ont été ratifiées sans consentement démocratique. Les étapes nécessaires à la législation ont été contournées et le Parlement européen a été privé de son pouvoir de décision.

En outre, les États ont été amenés à s'engager à des « traités de compétitivité » contraignants. À la demande de ceux qui sont porteurs des idées néolibérales comme Angela Merkel et les membres de la Commission européenne, ces traités vont contraindre à réduire encore davantage les salaires et les pensions tout en augmentant le temps de travail et la privatisation de l'éducation, la gestion des ressources et la santé. Cette législation impose aux pays avec ou sans déficit budgétaire de s'y plier. Toute résistance à la réforme entraînera des amendes et les parlements nationaux qui modifieront radicalement leur structure actuelle seront récompensés par des subventions financières. Les réformes structurelles à travers le continent semblent inévitables.

Mais peut-être cela ne se produira-t-il pas. Nous exprimons notre refus de l'instrument pour la convergence et de la compétitivité de l'UE. L'austérité a échoué et la mise en œuvre de ses mesures doit cesser. Nous devons nous tourner vers une Europe démocratique, sociale et écologique au service du peuple. Cela nécessite :

- Une redistribution de la richesse européenne par un revenu équitable et une taxation plus élevée des richesses et des profits
- La fin des baisses de salaires et des divergences entre les Etats membres au sein de l'union monétaire par le biais des excédents courants qui nuisent à d'autres Etats membres
- Le renforcement des droits des salariés et des syndicats
- Une réglementation plus stricte des marchés financiers
- La démocratisation de la politique fiscale européenne
- L'instauration de traités pour réduire le chômage dans chaque Etat membre
- Un programme d'investissement européen pour développer les infrastructures et le changement écologique
- Une union sociale européenne

Renforcer l'interaction politique à travers l'Union européenne ne peut se faire qu'en exigeant de mettre davantage l'accent sur la démocratie et le souci particulier du bien-être de tous les Européens. »

Conférence de Lilja Mósesdóttir à l'Institut  
Nicos Poulantzas, le 17 avril

# L'autre voie de l'Islande : l'analyse d'un cas de 'No Bail-Out'

Auteur Giannis Gaitanis, Sotiris Koskoletos

La professeure d'économie et ancienne députée islandaise a développé ses positions sur le fait que la façon islandaise de sortir de la crise montre une alternative à la gestion néolibérale de la crise.

La conférence, organisée par l'Institut Nicos Poulantzas (NPI), a été introduite par Maria Karamesini, professeure d'économie à l'université Panteion et membre du Secrétariat du NPI. Tout d'abord, Maria Karamesini a présenté l'activité universitaire de l'intervenante qui a enseigné l'économie à l'École d'administration Bifrost d'Islande jusqu'en 2008, puis a été directeur de recherche à l'Université d'Islande.

Avant la crise, Lilja Mósesdóttir n'était impliquée dans la politique. En 2009, elle a été élue députée d'Islande avec le Mouvement Gauche-Verts qui a ensuite formé le premier gouvernement de gauche d'Islande avec les sociaux-démocrates. Plus tard, elle a quitté le groupe parlementaire du Mouvement Gauche-Verts, car elle n'était pas d'accord avec la position du gouvernement de négociation avec les créanciers étrangers, qu'elle considère comme manquant d'efficacité. Durant son mandat de députée, elle a présidé la commission parlementaire chargée de la régulation du système financier islandais après l'effondrement et la commission parlementaire des affaires sociales, alors qu'elle était vice-présidente du Conseil de l'Europe en 2010. La participation politique de Lilja Mósesdóttir a ainsi été liée aux aspects les plus cruciaux de la crise islandaise, de l'affaire *Icesave* et des négociations internationales sur la dette à la régulation de la dette des ménages et à la reprise économique et sociale de l'Islande.

Au début de son intervention, Lilja Mósesdóttir a transmis la solidarité du peuple islandais au peuple grec, ce qui l'a encouragée à aller en Grèce et à présenter l'expérience de la crise dans son pays.

Elle a ensuite insisté sur l'importance des caractéristiques de la voie islandaise de sortie de crise et en particulier sur le refus de la socialisation des coûts, la grande mobilisation sociale et la redistribution des revenus en faveur des catégories à faible revenu.

En 2008, après le déclenchement de la crise, l'Islande a été invitée à gérer l'affaire *Icesave*, c'est-à-dire la demande d'indemnisation des déposants étrangers (essentiellement britanniques et néerlandais) de la banque islandaise en faillite *Landsbaanki*. Cela pouvait conduire à une grave détérioration des finances publiques en accroissant la charge de la dette publique au détriment des contribuables islandais. Les citoyens islandais ont rejeté cette perspective, en votant par deux fois non à la proposition de négocier avec les créanciers étrangers. La Grande-Bretagne a répondu directement en activant la loi anti-terroriste pour prendre le contrôle des actifs de cette banque. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont profité de leur puissance internationale pour déclencher une pression internationale sur l'Islande, qui a conduit à l'effondrement des transactions du pays avec l'UE et les Etats-Unis, au report continu des prêts du FMI et à la réticence des pays nordiques « amis » à fournir une forme d'aide économique.

Malgré le contexte international défavorable, l'Islande a suivi une voie différente pour gérer la crise bancaire, en choisissant de d'opérer une séparation entre les vieilles banques en faillite et les nouvelles, qui ont absorbé les prêts et les dépôts nationaux. L'Islande a également procédé avec le FMI à des négociations encore inachevées, afin de parvenir à un accord d'ajustement des finances publiques moins brutal.

En outre, le gouvernement de gauche avait pour objectif de trouver une issue à la crise en s'orientant vers la reconstruction productive de l'économie islandaise et la redistribution des richesses. L'Islande - après une forte baisse du PIB - a bientôt retrouvé des taux de croissance positifs en détournant son activité économique du secteur financier pour l'orienter vers la pêche et le tourisme. Le taux de chômage a suivi le même chemin, tombant à 5% en 2012 par rapport à 9% en 2009, en réduisant les heures de travail pour les salariés. En parallèle, le gouvernement a pris des initiatives pour une répartition équitable de la charge de la crise entre les différentes classes sociales. Avec les modifications de la fiscalité imposant un fardeau plus lourd aux plus riches, le gouvernement de gauche a pu prendre des mesures pour réduire le taux de pauvreté, soulager les ménages lourdement endettés, augmenter la durée des prestations chômage de trois à quatre ans et accorder des aides financières aux salariés à temps partiel.

Selon Lilja Mósesdóttir, l'Islande, en dépit des initiatives de redistribution et de développement prises par le gouvernement de gauche reste face à un défi. Le pays est toujours en cours de négociations avec les créanciers étrangers et les défis économiques à relever tels que le contrôle des flux de capitaux dans le contexte de dévaluation monétaire, l'allègement de la dette des ménages et le renforcement du développement économique. En outre, l'Islande n'a pas surmonté l'instabilité politique qui a débuté en 2008. Les gens pensent que le gouvernement cède aux pressions des créanciers étrangers, ce qu'a dit Lilja Mósesdóttir lorsqu'elle a quitté le groupe parlementaire du Mouvement Gauche-Verts. En outre, la classe moyenne était mécontente de la politique économique du gouvernement, car elle estimait supporter des charges fiscales démesurées. Ces deux éléments semblent expliquer son point de vue, l'effondrement du gouvernement de gauche et, déjà à cette époque, la menace de victoire du Parti du Centre lors des élections à venir.

Lilja Mósesdóttir a conclu son intervention en exprimant l'idée que la voie islandaise pour sortir de la crise montre une alternative à la gestion néolibérale de la crise avec ses éléments positifs et négatifs, qui peuvent être utiles à ceux qui cherchent un moyen de sortir de la crise en dehors du contexte néolibéral du strict ajustement budgétaire.

La vidéo de la conférence est disponible sur le site Web du NPI.

## **Elections en Bulgarie : fraude et achat de votes**

Auteur Margarita Mileva

Le 12 mai en Bulgarie ont eu lieu des élections législatives anticipées. Elles ont été obtenues après des manifestations massives sans précédent, en février, dans tout le pays et la démission du gouvernement du parti au pouvoir, GERB.

Les élections ont été accompagnées de fraudes, achat de voix et pressions pour voter en faveur de certains partis. Les représentants des petits partis n'ont pas été autorisés à être présents au dépouillement des votes dans de nombreux secteurs et, dans de nombreux cas, ils n'ont pas reçu une copie des procès-verbaux des bureaux de vote.

Seuls quatre parmi plus de 40 partis et coalitions seront représentés au nouveau parlement. Le parti conservateur GERB a recueilli le plus de votes avec 30,5%. Le Parti socialiste bulgare (BSP), qui appartient à l'aile droite du Parti socialiste européen, a recueilli 26,6%. Le parti de la minorité turque en Bulgarie, DPS, a recueilli 11,3% tandis que la quatrième force au parlement, le parti fasciste Ataka, recueille 7,3%. Les autres forces, y compris celles qui avaient émergé lors des manifestations, ont recueilli moins de 0,5%. La gauche bulgare a atteint officiellement 0,17%.

Il s'agissait de la première participation de la gauche bulgare à des élections parlementaires depuis sa création. D'une part, le parti n'a pas de ressources financières, car il ne reçoit aucun financement du gouvernement. D'autre part, en Bulgarie, il faut payer tout temps de présence dans les médias et c'est extrêmement cher pendant la campagne électorale.

La gauche bulgare ne reconnaît pas le résultat des élections. La gauche bulgare a appelé la Commission électorale centrale à annuler immédiatement les dernières élections législatives et insiste pour la programmation de nouvelles élections législatives sous surveillance internationale dans l'ensemble du pays. Les élections en Bulgarie ont été accompagnées de fraudes et d'achat de votes. Le résultat de la gauche bulgare est un résultat entaché d'oublis. Dans les archives de plusieurs secteurs électoraux il manque les votes des membres et des sympathisants du parti. Par ailleurs, une grande partie des bulletins de vote pour la gauche bulgare a été invalidée. La gauche bulgare soutient les protestations de l'opposition non-parlementaire. Les quatre forces politiques représentées au Parlement ont été élues sans légitimité démocratique mais par imposture et tromperie. Peu importe quel genre de gouvernement sera mis en place, il ne reflètera pas les rapports de force politiques réels du le pays.

Il est difficile de dire ce qui va se passer. Le nouveau parlement sera constitué le 21 mai et le Président mandatera le GERB pour former un gouvernement. On suppose qu'ils ne pourront pas former un gouvernement que les trois autres partis - le BSP, les DPS et Ataka ont déjà annoncé qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement du GERB. Si cela se produit, le parti socialiste bulgare sera mandaté pour former le gouvernement. Le BSP mettra probablement en place un gouvernement de coalition avec le parti ethnique DPS et le parti fasciste Ataka, parce qu'ils ont déjà entamé des discussions préliminaires sur la composition du Cabinet. Cependant, l'annulation des élections et un calendrier de nouvelles élections législatives dans les mois à venir ne sont pas exclus, parce que le GERB a déjà annoncé publiquement qu'il

renvoyait cette question à la Cour constitutionnelle. La situation est très dynamique et il est difficile de prédire exactement quel sera le scénario.

Le 15 mai.

## Compte-rendu de conférence

# Premier Forum social et environnemental d'Europe centrale et orientale

Auteur Felix Jaitner

Du 2 au 5 mai 2013, le premier Forum social et environnemental d'Europe centrale et orientale a eu lieu à Vienne, en Autriche. Environ 150 participants de 12 pays européens ont débattu sous l'intitulé « Révoltes dans la périphérie ? » de la situation économique et politique des pays d'Europe centrale et orientale au cours de la crise financière actuelle.

Sur le plan thématique, le forum a été structurée en quatre thèmes principaux:

- La situation économique, sociale et écologique en Europe centrale et orientale
- Les effets négatifs des évolutions économiques, sociales et écologiques dans la sphère politique : limitation de la démocratie, corruption, montée de l'extrême droite, etc
- Les alternatives concrètes (résistance) contre les mesures d'austérité
- Comment organiser la coopération internationale des mouvements pour un autre monde meilleur ?

La question de l'égalité des sexes a été considérée comme transversale, ce qui signifie qu'elle devait être prise en compte de façon spécifique pour chacun des quatre sujets.

Le débat d'ouverture « Quelle Europe voulons-nous ? » a montré qu'il y avait débat sur l'approche de l'Union européenne et du modèle social européen. Tandis qu'Alexandre Buzgalin (Russie Alternative) a fait valoir que l'État-providence européen apporte une amélioration au modèle capitaliste agressif en Russie, Isabelle Bourboulon (Attac France) et Walter Baier (transform! Europe) ont souligné que ce modèle social ouest-européen particulier traverse une crise profonde due à la politique néolibérale préconisée par l'Union européenne et ses Etats membres. Pour contrer cette évolution Monika Vana (Die Grünen Vienne) a plaidé pour une plus grande intégration européenne. Ce fut un bon début car on a mesuré le besoin mutuel de débattre de questions politiques pour développer une compréhension mutuelle et de nouvelles stratégies communes.

On peut aussi noter les débats sur l'extrémisme de droite et le populisme en Europe. Des regards régionaux analysant les évolutions actuelles en Hongrie (présentation par Attac Hongrie), en Russie (Iosif Abramson) et en Ukraine (Sergej Kirichuk, Borotba) ont enrichi le

débat et souligné l'importance croissante de ces questions dans ces pays. Une discussion sur le développement économique en Europe (« une autre économie pour une autre Europe ? La situation économique et sociale en Europe de l'Est et la crise de l'euro ») a également suscité l'intérêt des participants.

Dans la déclaration adoptée par les participants, l'accent a de nouveau été mis sur les quatre axes (environnement, extrémisme de droite, économie, femmes et culture). Il est essentiel de mentionner que lors du forum la question de l'égalité des genres et l'environnement n'ont pas été assez développés. Malgré cela, le forum a été une étape importante pour renforcer la coopération entre militants d'Europe centrale et orientale, pour partager leurs différentes origines et cultures politiques et élaborer des stratégies politiques communes.

## Compte-rendu de séminaire

# Réseau pour l'émancipation du travail

Auteur Orsan Senalp

Avec le soutien de transform! europe, Transnational Institute, Networked Politics and IGOPNet, un séminaire international sur le Travail en réseau s'est tenu à Amsterdam du 7 au 9 mai.

Environ 25 activistes, acteurs, chercheurs et théoriciens de divers réseaux, organisations et milieux se sont réunis pour contribuer aux débats en cours sur l'évolution des modes de production capitalistes, en lien avec l'émergence de nouvelles forces sociales et d'acteurs politiques.

Le programme du séminaire a été construit de manière ouverte. Le programme 'code' a été conçu et partagé en ligne avant l'événement. Pour lui, l'accent a été l'impact d'Internet et des télécommunications sur les modes de production, l'organisation du travail, la contestation et l'organisation politiques.

Michel Bauwens, l'un des participants, a formulé la question sous-jacente du séminaire « Comment sortir le travail du marché ? ». Les participants des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de France, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, d'Allemagne, d'Autriche et des Etats-Unis ont construit un espace collectif et collaboratif dans lequel le travail et les possibilités de son émancipation du capitalisme contemporain ont été repensés de manière ouverte et créative.

La première journée du séminaire a été consacrée à apprendre à se connaître les uns les autres. Les discussions informelles ont suscité des interactions animées lors du déjeuner d'ouverture. Les participants ont convenu de commencer par des *rounds* préliminaires mettant l'accent sur le travail et les préoccupations actuelles des participants. Les participants ont été invités à

proposer une question ou un problème à approfondir au cours des jours suivants.

En fin de journée, quatre groupes thématiques ont été constitués : nouvelles pratiques de création et de production de valeur, nouvelles subjectivités, nouvelles formes d'organisation, questions liées à la puissance de régulation par l'état.

Le deuxième jour, le débat a commencé par une discussion sur les nouvelles pratiques de création de valeur. Michel Bauwens, Jakob Rigi et Marco Berlinguer ont fait les interventions préliminaires. Chaque intervention a été suivie d'un débat ouvert. Le groupe suivant portait sur les nouvelles subjectivités. Richard Barbrook, Melissa Gregg, et Phoebe Moore ont fait des présentations pour démarrer le cycle. Pour ouvrir la troisième session, Sol Trumbo, Paolo Gerbaudo, et Peter Waterman sont intervenus.

La troisième journée a commencé par les questions liées à l'Etat, au pouvoir et à la réglementation. Robin Murray et Selcuk Balamir ont fait les présentations préliminaires, et Michel Bauwens a réagi en fournissant un modèle pour gérer les biens communs mondiaux, y compris le travail. La dernière séance a été consacrée à parler de « ce qu'il faut faire » - afin d'en tirer une feuille de route pour poursuivre ce travail fructueux.

D'autres mesures ont été envisagées pour porter les idées et les énergies issues du séminaire dans nos pratiques quotidiennes, la recherche, les efforts d'organisation et l'activisme. Une publication concrète accessible a été rédigée et des idées ont été recueillies pour améliorer le site telle qu'une plateforme ouverte qui servirait d'outil efficace pour la poursuite de l'échange et pour la diffusion de ses résultats.

L'esprit des rencontres politiques en réseau était de retour!

Initiative du réseau transnational des experts  
du droit syndical

## Construire des ponts entre Academia et le mouvement syndical

Nous voudrions attirer votre attention sur la récente initiative du Réseau transnational des experts en droit syndical (TTU) prise par huit grands spécialistes européens du droit du travail pour dénoncer les attaques systématiques contre le dialogue social et les dispositions du droit du travail auxquelles la crise de la zone euro et les politiques d'austérité prescrites par les institutions européennes ont conduit dans de nombreux pays de l'UE.

Actuellement, plus de 545 juristes du droit social et du travail de toute l'Europe - presque tous universitaires - ont signé le manifeste pour protester contre ces évolutions, appelant l'UE à

respecter et promouvoir les droits sociaux fondamentaux pour toutes les mesures liées à la crise .

Cet manifeste ne peut être signé que par des juristes universitaires. Ils peuvent affirmer leur soutien et leur accord en écrivant à [manifesto@etui.org](mailto:manifesto@etui.org)

## Programme 7 – 8 juin 2013

# Alter Sommet

Athènes  
Entrée libre

Nous invitons tous les mouvements et organisations européennes à l'Alter sommet des peuples européens à Athènes. Une alliance de plus de 150 organisations - dont des syndicats, des mouvements sociaux, des ONG et des acteurs politiques - de toute l'Europe rendront public un Manifeste pour la lutte pour une Europe démocratique et sociale.

Vous pouvez télécharger le Manifeste sur  
[www.altersummit.eu](http://www.altersummit.eu)

### **Programme :**

Vendredi, 7 juin  
12.00-14.00 : Assemblée féministe  
Contact: [womenassembly@altersummit.eu](mailto:womenassembly@altersummit.eu)

13.30-17.00 :  
Ouverture des assemblées des réseaux  
Austérité et éducation  
Contact : [éducation@altersummit.eu](mailto:education@altersummit.eu)  
Austérité et santé  
Contact : [santé@altersummit.eu](mailto:santé@altersummit.eu)  
Migrations  
Contact : [migration@altersummit.eu](mailto:migration@altersummit.eu)  
Logement, expulsions / hypothèques  
Contact : [logement@altersummit.eu](mailto:logement@altersummit.eu)

18.20 à 21.30  
Assemblée plénière de l'Alter Sommet (présentation du Manifeste, les contributions des luttes et des soutiens européens)

22.00 à 24.00  
Manifestation culturelle européenne, avec des artistes grecs et européens.

Saturday, 8 Juin



09.30 à 12.20

Assemblées de l'Alter Sommet (première partie)

Luttes contre le fascisme, l'extrême droite, le sexisme, l'homophobie ...

Contact : [far-right@altersummit.eu](mailto:far-right@altersummit.eu)

Comment faire face à la dette, aux banques, aux paradis fiscaux? 1.2

Contact : [alternatives@altersummit.eu](mailto:alternatives@altersummit.eu)

La paix et la politique étrangère

Contact : [peace@altersummit.eu](mailto:peace@altersummit.eu)

Droits sociaux pour tous / pauvreté

Contact : [socialrights@altersummit.eu](mailto:socialrights@altersummit.eu)

Extractivisme / questions écologiques

Contact : [ecology@altersummit.eu](mailto:ecology@altersummit.eu)

13.30-16.30

Assemblées de l'Alter Sommet (deuxième partie)

Crises sociales et initiatives de solidarité européens contre l'austérité

Contact : [solidarity@altersummit.eu](mailto:solidarity@altersummit.eu)

Comment faire face à la dette, aux banques, aux paradis fiscaux? (2/2)

Contact : [alternatives@altersummit.eu](mailto:alternatives@altersummit.eu)

Les biens communs et les services publics (eau, etc) et les questions de privatisation

Contact : [commongoods@altersummit.eu](mailto:commongoods@altersummit.eu)

La démocratie, les traités, la « gouvernance économique »

Contact : [economicgovernance@altersummit.eu](mailto:economicgovernance@altersummit.eu)

Les attaques contre les droits des travailleurs

Contact : [workersrights@altersummit.eu](mailto:workersrights@altersummit.eu)

18.00-19.00

Manifestation européenne à Athènes

## Séminaire européen

29 - 30 mai 2013

# Gauche et migrations

Comment penser luttes communes entre migrants, non-migrants et minorités? Enjeux, obstacles et possibilités.

### Objectifs

Ce séminaire cherche à contribuer au débat sur la relation parfois ambiguë entre la gauche et les migrants, descendants d'immigrés et minorités. Aussi divers soient-ils, ces groupes sont souvent confrontés aux mêmes conditions sociales précaires et leur participation à la lutte pour l'émancipation sociale est essentielle pour l'ensemble de la société. Par delà les contraintes qui pourraient compliquer l'action commune, certains combats communs sont révélateurs des potentiels existants.

Les participants au séminaire proposent de lancer un débat entre les différents acteurs sociaux et politiques des partis politiques, des syndicats et de la société civile, engagés en faveur de changements sociaux.

La dimension européenne de la rencontre est basé sur la volonté partagée par les organisateurs de renforcer le débat sur la recherche d'alternatives à l'échelle du continent. Face aux politiques néo-libérales et à leurs impacts délétères - qui existent aussi au niveau national - il est plus que jamais indispensable pour les différentes forces qui luttent pour le changement d'analyser les réussites et les échecs des initiatives lancées dans un certain nombre de pays européens. À une époque où les tensions et les divisions se multiplient entre les sociétés, nous espérons que cette rencontre sera le cadre d'un débat plus large pour contribuer à rassembler les peuples et permettre d'identifier les alternatives.

#### Organisateurs

FGTB, ACJJ, transform! europe, Fondation Rosa Luxemburg, REALPE et GUE / NGL

#### Lieu :

Salle de la FGTB-Bruxelles, rue Haute, 42 1000 Bruxelles

#### Programme

Mercredi 29 mai

13.00 Accueil

13.30-18.30

Partage des différentes expériences de luttes communes sur le plan syndical associatif et politique. Analyse des avancées et des obstacles.

Avec la participation d'élus, acteurs sociaux et politiques de Belgique, France, Allemagne, Espagne, Grèce, Serbie, Pologne ...

15.30-15.45 Pause café

19.30-22.00 Buffet à l'Espace Marx, rue Rouppe 4, Bruxelles

Jeudi 30 mai

9,00 Accueil

9.30-10.00

Quels concepts théoriques peuvent aider à organiser des luttes communes entre migrants et non-migrants dans les sociétés européennes ?

Intervention de Martin Deleixhe, chercheur à l'ULB (Université Libre de Bruxelles)

10.00-10.45 Débat

10.45-11.00 Pause café

11.00-11.20

La politique d'immigration en Europe, le rôle du Parlement européen.

Intervention de Mme Marie-Christine Vergiat, députée européenne, membre du groupe de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE / NGL)

11,30 à 12,45 débat

12.15 à 13.15 Lunch

13.15 à 15.30

Quelles leçons tirer de l'analyse des expériences pour surmonter les divisions dans la lutte pour le progrès social et politique?

15.30-16.00 Conclusions

Europe: les peuples d'abord !

## Parution du nouveau numéro de la revue transform! en anglais et français

Le numéro 12 de la revue transform! intitulé « Europe : Les peuples d'abord » est disponible. Les articles abordent l'Alter Sommet, l'avenir de l'Europe, les nouveaux défis posés aux syndicats, les alternatives et des questions internationales.

Vous le trouverez et pouvez le commander sur notre site et sur le site d'Espaces Marx :

<http://www.transform-network.net>

<http://www.espaces-marx.net>

### **Abonnez-vous à la newsletter de transform!**

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous abonner, vous pouvez aller sur notre site web :

[www.transform-network.net/newsletter](http://www.transform-network.net/newsletter)

Pour vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

[office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net)